

Subsides

de notre produit national brut entre 1950 et 1955. A l'heure actuelle, nous assistons à de profondes modifications.

De 1973 à 1975, la situation était bien différente. D'après M^{me} Cohen, la progression de la productivité ayant ralenti, elle ne représentait que 40 p. 100 de la croissance réelle du produit national brut. C'est un problème extrêmement grave dont il faudra s'occuper au cours des prochaines années.

Une fois que nous avons reconnu l'importance du problème et l'urgence d'agir la question primordiale est de savoir ce que peut faire le gouvernement. De toute évidence, la chose la plus importante que doit faire le gouvernement est de se mettre résolument à la barre de notre économie.

Depuis quelques années, je suis avec intérêt la tendance de la croissance de l'appareil gouvernemental au Canada. Pendant cette période, le gouvernement n'a cessé d'accroître sa mainmise sur le produit national brut. Actuellement, environ 40 p. 100 de notre produit national brut est sous la coupe de l'un ou l'autre palier de gouvernement, et pendant le congé du nouvel An, les Canadiens ont pu voir le spectacle du premier ministre (M. Trudeau) condamnant le système de libre marché, soutenant que la libre entreprise était un échec au Canada, affirmant que le gouvernement devait grossir et affirmant que les Canadiens devront en faire les frais.

Je répliquerais au premier ministre que les problèmes qui nous assaillent aujourd'hui, les problèmes des taux élevés d'inflation et de chômage, ne sont imputables ni aux entreprises ni aux travailleurs; c'est le gouvernement qui est en faute. Le gouvernement actuel, pour sa part, n'a que légèrement comprimé ses activités, et je ne crois pas qu'il serve bien les Canadiens en essayant de les blâmer pour les problèmes qu'il a lui-même créés.

● (2100)

Alors que nous nous heurtons ces dernières années à des difficultés de chômage, la tendance était de se tourner vers le gouvernement pour qu'il crée de nouveaux emplois au palier gouvernemental. Lorsque cela se produit, on gonfle ainsi les effectifs du gouvernement, on nourrit la bureaucratie et on étouffe l'initiative privée si bien que l'on augmente ainsi le pourcentage du produit national brut repris par le gouvernement.

Par sa nature même, le gouvernement est improductif et extrêmement inefficace. Pour que nous assistions à une reprise réelle de l'économie il faut que la croissance se produise non pas dans le secteur public mais dans le secteur privé. La politique entière du gouvernement doit donc tendre à redonner du travail aux gens et encore plus à leur redonner du travail dans le secteur privé, dans des emplois productifs payés à des salaires convenables et qui leur offrent des possibilités d'avancement. Mais le gouvernement au contraire s'est engagé dans la voie du pessimisme et pour résoudre les difficultés de l'économie, son principe étant de décourager la création d'emplois dans le secteur privé.

Pour tenter de stimuler la productivité dans le secteur privé, le gouvernement pourrait pour commencer éliminer certaines de ses mesures désincitantes. Je citerai trois exemples tirés de ma propre circonscription qui illustrent en partie l'inconsistance des politiques gouvernementales actuelles.

Le député qui est intervenu avant moi a fait allusion au problème de la politique laitière actuelle du gouvernement. Dans ma circonscription, qui caractérise assez bien une circonscription rurale quelconque du Canada, un grand nombre de producteurs, laitiers ont investi ces dernières

[M. Beatty.]

années des sommes pouvant atteindre jusqu'à \$100,000 pour augmenter leurs troupeaux de vaches laitières et partant, leur production de lait, ceci sur l'insistance du gouvernement qui demandait aux producteurs canadiens de produire davantage. Les gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral ont donc offert des incitations aux producteurs et ceux de ma circonscription se trouvent à présent endettés, alors qu'ils étaient de bonne foi et constatent à présent que les chèques de subventions au lait de transformation ont été nettement réduits. Le gouvernement envisage parallèlement d'augmenter considérablement la quantité des importations de fromage, ce qui ne fera qu'aggraver la situation actuelle de production excédentaire de lait et de produits laitiers au Canada.

J'ai écrit au ministre de l'Agriculture (M. Whelan) et au ministre de l'Industrie et du Commerce pour leur faire des représentations et leur confier mon inquiétude au sujet des conséquences des mesures du gouvernement sur les revenus d'un grand nombre de producteurs laitiers. Si je comprends bien, ils étudient la question afin de déterminer s'il est possible de diminuer les importations.

Toutefois, je pense que cela ne suffit pas. Si le gouvernement veut faire preuve de bonne foi envers les producteurs laitiers, il doit diminuer les quotas de fromage qu'il est permis d'importer au pays. Nos producteurs laitiers doivent avoir l'assurance qu'il vaut la peine de continuer à investir et de travailler; c'est là un domaine où le gouvernement pourrait faire quelque chose.

Selon le député qui m'a précédé et selon le ministre de l'Industrie et du Commerce, les Canadiens ne peuvent pas produire assez de variétés de fromages pour répondre aux besoins du Canada. Madame l'Orateur, si jamais nous voulons implanter une industrie canadienne du fromage, saine et rentable, nous devons donner à nos producteurs la même protection que celle que nous donnons aux fabricants des autres secteurs de notre économie.

Dans ma circonscription d'Elmira, en Ontario, il y a une entreprise qui vend surtout des fromages canadiens, et elle offre un choix vraiment étonnant. Si l'on encourageait les producteurs laitiers du Canada à produire davantage et si l'on permettait à l'industrie fromagère canadienne de satisfaire aux besoins des consommateurs, on pourrait créer de nouveaux emplois, augmenter la productivité et renforcer l'économie.

J'aimerais parler d'un autre exemple de l'attitude défavorable du gouvernement. Il s'agit d'une situation qui s'est présentée dans ma circonscription l'automne dernier. Un de mes électeurs vend à des détaillants canadiens ou exporte un échantillonage de fromages présentés sous un seul emballage. Il faisait de si bonnes affaires et ses ventes augmentaient si rapidement qu'après avoir payé les salaires et les frais généraux, il avait de la difficulté à payer la taxe de vente fédérale au début de chaque mois. Il n'y a pas beaucoup d'industries dans la région d'où il vient et les emplois créés par son entreprise étaient essentiels pour la région. Ses comptes à recevoir s'échelonnaient sur 50 jours et il avait de la difficulté à joindre les deux bouts et surtout à payer la taxe de vente fédérale au début de chaque mois. Comme il jugeait plus important de payer d'abord ses employés, il a demandé au gouvernement de lui permettre de payer la taxe de vente plus tard pendant le mois, il a offert de payer une amende pour son retard et a promis de payer avant la fin du mois.

La réaction du gouvernement a été effarante. Un jour qu'il était absent, des fonctionnaires du ministère du Revenu national sont arrivés et ont insisté pour que sa femme, qui n'était pas autorisée à signer des chèques au